

Actualité, institutions et politiques : table ronde sur la compétitivité des gouvernements

Note de la rédaction

Volume 70, numéro 1, mars 1994

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/602130ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/602130ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)

1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

(1994). Note de la rédaction. *L'Actualité économique*, 70(1), 63–63.

<https://doi.org/10.7202/602130ar>

Tous droits réservés © HEC Montréal, 1994

Cet article est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

TABLE RONDE SUR LA COMPÉTITIVITÉ DES GOUVERNEMENTS

Note de la rédaction. Les textes qui suivent sont des versions revues et corrigées de deux des trois communications qui ont été présentées le 21 mai 1993 à l'Université du Québec à Montréal, lors d'une table ronde sur la compétitivité des gouvernements. Cette table ronde faisait partie du Congrès annuel de la Société canadienne de science économique. Nous désirons remercier Paul Lanoie pour le travail d'organisation de cette table ronde. L'autre communication (celle dont le texte n'apparaît pas ici) a été prononcée par M. Claude Séguin, de Téléglobe Canada.

Les sujets abordés dans ces deux textes touchent des questions fondamentales qui sont présentement débattues dans notre société. Nous souhaitons que la réflexion se continue et nous encourageons d'autres auteurs à nous faire part de leur point de vue en nous soumettant des textes pour la section *Actualité, institutions et politiques* de notre revue.